



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



Fermetures

Chômage

Précarité

Exclusions

Privatisations

Répression

**CARTON
ROUGE
POUR
LE PS**

RÉFORME DE L'ETAT : CONSÉQUENCES POUR LES TRAVAILLEURS P. 4

AFGHANS : LEUR LUTTE HÉROÏQUE PARMI NOUS P. 6

ÉLECTIONS : POUR UN PROGRAMME DE RUPTURE FACE À LA CRISE P. 8

SNCB : MALGRÉ LA LUTTE, LA SCISSION EST UN FAIT P. 11

VENEZUELA : CRISE DES GOUVERNEMENTS DE FRONT POPULAIRE P. 12

FEMMES : AVORTEMENT EN TOUTE SÉCURITÉ, LIBRE ET GRATUIT ! P. 16

Carton rouge pour le PS Quel programme pour la gauche ?

Le gouvernement fédéral s'est constitué, il y a à peine un peu plus de trois ans, mais la liste des mesures anti-sociales à son actif est énorme :

- Les fermetures d'entreprises s'enchaînent de tous côtés, comme chez Caterpillar, Arcelor Mittal ou AGC ;
- La mise en place d'une politique de chasse aux chômeurs et de dégressivité des allocations de chômage est toujours plus restrictive, y compris pour les jeunes, quand tout démontre le manque cruel d'emplois ;
- Aux Afghans qui mènent une lutte exemplaire, soutenue par la solidarité populaire, on répond par une augmentation de l'expulsion des sans-papiers ;
- Il y a toujours plus de réductions de cotisations sociales pour les patrons, complétées par des mesures de subsides à l'emploi, favorisant la précarité de l'emploi ;
- La scission du groupe SNCB prépare la privatisation du transport national des voyageurs, et ce, malgré la lutte des cheminots pour la défense du service public ;
- Le vote du pacte budgétaire européen (TSCG) soumet notre budget national au bon vouloir de l'Union européenne ;
- Loin de remettre en question le paiement de la dette publique, celle-ci sert de prétexte pour imposer la politique d'austérité.
- Et n'oublions surtout pas la très importante 6e réforme de l'Etat, qui accentue le régionalisme et représente une fameuse réduction dans les budgets publics ; elle fut votée par tous

les partis au gouvernement et représente une réelle mesure de division des travailleurs belges au service du patronat.

« Sans nous, ce serait pire, » disaient-ils, mais de plus en plus de gens se rendent compte – et le manifesteraient dans les urnes – que, à la tête du gouvernement des 3 grandes familles politiques traditionnelles, même sans la N-VA, le PS vire de plus en plus à droite et s'obstine à faire payer la crise capitaliste aux travailleurs.

Si malheureusement il y en a qui pensent trouver refuge encore plus à droite, c'est surtout à gauche du PS et d'Ecolo qu'une agitation préélectorale et un repositionnement politique sont en cours. Aidé par une large diffusion dans les médias, le PTB émerge comme une nouvelle option dans ce panorama et s'apprête à rentrer dans les parlements régionaux et fédéraux.

Pour se profiler comme un nouveau « porte-parole des syndicats », ce parti s'est inséré dans certaines directions syndicales, mais il se garde bien de dénoncer – comme nous le faisons à notre niveau – le fonctionnement bureaucratique de ces énormes structures, leur complicité avec le gouvernement, et les abus de pouvoir du sommet sur la base, comme une atteinte à la démocratie ouvrière.

En ce qui concerne son programme, pourquoi le PTB ne reprend-il pas intégralement les 10 propositions anticapitalistes de la FGTB-Charleroi, à l'avant-garde de la rupture avec le PS ? Au lieu de cela, il promeut son programme sur base d'une enquête électorale... En ce qui nous concerne, nous défendons le programme anticapitaliste d'urgence

de la FGTB-Charleroi, car il avance des mesures très correctes telles que le refus de verser de l'argent public pour le remboursement de la dette publique ; la renationalisation, sous contrôle des travailleurs et des usagers, des secteurs qui ont été libéralisés ou privatisés ; ou encore la constitution d'un grand pôle bancaire public, sans rachat ni indemnité (sauf aux petits actionnaires). Un tel programme, qui n'est pas celui du PTB, peut nous faire réellement sortir de cette crise et de ce système capitaliste, s'il est porté par le mouvement ouvrier.

Historiquement, les conquêtes sociales furent toujours le résultat de grandes luttes sociales. Le parlement et la Loi ne les formalisent que sous la pression de la rue. Pour les révolutionnaires, les campagnes électorales et les élus doivent se mettre au service des luttes des travailleurs, en construisant le rapport de force face aux patrons et leur gouvernement. Mais sans la moindre critique sur le rôle démobilisateur des appareils syndicaux, comment cela serait-il possible de manière conséquente ? S'agit-il de mobiliser autour d'un élu, ou s'agit-il d'avoir un élu pour appuyer les luttes des travailleurs ?

Dans cette période de crise, où les mesures d'austérité de ce gouvernement et de l'Union européenne ont instauré la précarité permanente et une pauvreté croissante pour d'amples couches de travailleurs et de population, il est temps que la classe travailleuse donne carton rouge au PS, et à ses alliés. Il est clair aussi que ceux qui veulent se profiler comme alternative à gauche, doivent mettre au premier plan l'accompagnement et la promotion des luttes, contre les plans d'austérité et contre les bureaucraties syndicales complices du gouvernement qui les applique. Et proposer un programme anticapitaliste avec des propositions claires de rupture avec le capital. ■

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Alliance D19-20

Continuer la convergence des luttes contre l'austérité !

Le 19 décembre, à l'aube, plus de 2000 personnes se sont rassemblées autour de cinq piquets stratégiques pour bloquer le Sommet des chefs d'Etat européens à Bruxelles. Cette initiative d'étudiants, de travailleurs et d'agriculteurs déterminés, lancée en dehors des sommets syndicaux, a cristallisé la colère de tous ceux qui continuent de refuser le gel des salaires, les coupes budgétaires, les pratiques de dumping social et de libéralisation des services publics, imposés par l'Union européenne au service des grandes multinationales.

Les exportations de capitaux, favorisées par le Traité transatlantique (TTIP), combinées aux mesures d'austérité imposées par le TSCG, auront nécessairement pour effet d'augmenter l'exploitation des travailleurs.

Il est temps de dénoncer clairement la participation du gouvernement belge, et d'affirmer qu'il n'y a aucune solution pour les services publics, ni pour l'emploi, ni pour l'environnement,

si nous ne rejetons pas le cadre de l'Union européenne et sa logique de réduction de déficit public en faveur du paiement de la dette.

Même si le blocage n'a pas réussi à ralentir la course des eurocrates, c'était une action bien plus radicale que les cortèges traditionnels. Menée par les agriculteurs et les organisations associatives et syndicales combatives de Bruxelles – CNE, CGSP-ALR, CSC bruxelloise, Vie Féminine, JOC, USE et bien d'autres –, cette alliance a trouvé un large appui social et a permis à des mondes très différents de se rencontrer, d'apprendre à se connaître, positivement, pour continuer à construire l'unité pour la lutte.



L'action a montré qu'il était indispensable de préparer soigneusement l'action, d'abord en interne, au niveau des bases des syndicats initiateurs, puis autant que possible, sur les lieux de travail mêmes. La participation des travailleurs de la commune de Saint-Josse, entre autres, fut un exemple de la manière d'organiser l'action de manière déterminée et démocratique, à la base.

Pour gagner et non pas seulement « protester », il faut faire converger les luttes au niveau des communes, des entreprises et des secteurs, que la bureaucratie syndicale freine, isole, se refuse à unifier et condamne à la défaite. Il faut aussi aller à la rencontre des luttes des travailleurs les plus précaires : les sans-emploi et les sans-papiers. C'est à présent la tâche des organisations de l'alliance d'entourer ces luttes de solidarité et de préparer ainsi les conditions pour les prochaines semaines d'action des 10-14 mars et des 15-25 mai ! ■

ALR : Une assemblée du personnel pour mieux lutter

Nous avons interviewé M. et N., toutes deux déléguées de la CGSP-ALR (Administration Locale et Régionale) qui, chacune sur leur lieu de travail, ont convoqué une assemblée générale du personnel pour préparer la mobilisation du D19-20, où, concrètement, les enjeux ont été expliqués aux travailleurs.

M. nous explique que :

« C'est vraiment important que les délégués aillent vers les travailleurs. Cela peut se faire de différentes façons. Pour moi, la meilleure façon, c'est de le faire par les contacts en direct. (...) Et surtout quand les gens se retrouvent ensemble. Car c'est quand même quand tu crées des assemblées que, surtout s'il y a des réactions, d'autres travailleurs entendent ceux qui réagissent. Il y a une sorte d'émulation. Je pense que c'est important, les assemblées d'affiliées ou du personnel. Chez nous, l'assemblée du personnel, c'est tout simple : on avertit tout le personnel, ils viennent et là on explique et on leur donne la parole en réaction. (...) »

Comment penses-tu que l'on peut renforcer la mobilisation ?

N.- Par rapport à l'effort de mobilisation, au niveau micro, il faut continuer la mobilisation dans les sections de chaque délégué, dans les administrations et les lieux de travail, etc. Mais aussi au niveau de la hiérarchie de la FGTB, où, là, c'est un peu une incompréhension, en tout cas pour le 19 décembre et chez nous. Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi n'ont-ils pas voulu participer ? Pourquoi n'ont-ils pas voulu soutenir ? Il n'y avait que les ALR, il n'y a pas eu un appel des autres Centrales, ni des autres secteurs de la CGSP. C'est un peu à nous, délégués, militants de la base à faire pression sur nos permanents, sur la hiérarchie syndicale.

Il faut faire pression sur eux, de plus en plus, pour leur montrer que c'est nous qui faisons les syndicats. C'est nous, les affiliés, qui faisons les syndicats. C'est nous, les délégués de la base, qui faisons le syndicat, et ce n'est pas eux, dans leurs bureaux, qui vont décider ce que la FGTB doit faire ou ne pas faire. Il faut que ça cesse. Et le meilleur moyen pour cela, c'est de faire remonter cela en motions, en requêtes vers nos bureaux exécutifs qui, eux-mêmes, les relayeront vers les bureaux fédéraux. Je pense qu'il est grand temps qu'on se préoccupe de la démocratie syndicale dans son entièreté, au niveau régional et au niveau fédéral.

Vous pouvez retrouver l'ensemble de l'interview sur notre site, onglet « Syndical ».

Les conséquences désastreuses de la 6e réforme de l'Etat, pour les travailleurs

Les textes de la réforme de l'Etat ont été votés par la chambre et le sénat, ce 19 décembre 2013. Cette réforme va notamment transférer aux entités fédérées des compétences qui relèvent de l'emploi, de la sécurité sociale, des transports publics, de la gestion des maisons de repos et des allocations familiales.

Le gouvernement est enthousiaste d'avoir bouclé cette réforme, et tous ses partis veulent maintenant la concrétiser. A travers l'analyse de quelques mesures, voyons comment cette nouvelle réforme va plonger les travailleurs du Nord et du Sud dans une précarité grandissante au profit des patrons et cela, sans réaction significative de la part de nos directions syndicales censées lutter pour « éviter la casse sociale ».

« La 6e réforme de l'Etat est une demande des partis flamands, car les Flamands en ont marre de payer pour les Wallons. »

FAUX !

Tout d'abord, c'est l'ensemble des partis au gouvernement qui a élaboré et voté cette réforme. Le fait que ce soit les organisations patronales flamandes, derrière le VLD, le CD&V et la NVA, qui soient les plus revendicatives est un fait, mais cela ne veut pas dire que tous les travailleurs flamands voulaient d'une réforme de l'Etat.

Aujourd'hui, tous les partis politiques de la bourgeoisie, flamands comme wallons, ont une priorité : concrétiser cette réforme de l'Etat, car ils sont bien conscients qu'il faut consolider cette avancée au détriment des droits des travailleurs. Comme par magie, le conflit communautaire s'est éloigné : pour le moment, plus personne n'est demandeur d'une nouvelle réforme.

Dans son communiqué de presse du 19 décembre, Di Rupo nous affirme que : « Les entités fédérées ont ainsi l'opportunité de prendre les mesures les plus adaptées aux besoins des Wallons, des Bruxellois et des Flamands. »

FAUX !

Il s'agit de permettre des mesures avantageuses pour les patrons de Wallonie, de Bruxelles et de Flandre.

Chaque Région pourra désormais réduire différemment les cotisations sociales des patrons qui recrutent pour la première fois et/ou qui engagent des travailleurs des groupes cibles occupés

sur leur territoire : les jeunes jusqu'à 18-19 ans, les chômeurs de plus d'un an, les travailleurs de plus de 57 ans, les travailleurs actuellement engagés sous les statuts ACS/APE appelés à disparaître... Bref, un même travail, qu'il soit effectué en Wallonie, à Bruxelles ou en Flandre, pourra donner lieu à des contrats assortis de cotisations patronales différentes, plus ou moins élevées, ce qui mettra directement les travailleurs des trois Régions en concurrence les uns par rapport aux autres et cassera notre unité de classe.

En plus de la formation, les Régions auront la compétence de contrôle, de sanction et de placement des travailleurs. Chaque Région pourra gérer à sa guise les flux de chômeurs pour permettre aux patrons de disposer de la main-d'œuvre dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin. Mais surtout, chaque Région pourra durcir les sanctions envers les chômeurs et avancer ainsi, par la scission/régionalisation, vers la lente destruction de cette protection sociale historique qu'est

l'allocation de chômage pour les travailleurs licenciés et sans emploi.

« Transférer une partie de la sécurité sociale va simplifier les choses et, surtout, on ne touche pas au principe de solidarité entre les Régions, nous garderons une sécu forte ! »

FAUX !

L'objectif du gouvernement est de commencer à **casser notre sécurité sociale nationale**.

Actuellement la sécurité sociale est alimentée par les cotisations des travailleurs et des patrons. Si on octroie des réductions des cotisations patronales, on réduit le budget de la sécurité sociale. C'est une vieille revendication de la FEB qui, dans le document « Contribution au colloque organisé pour les 60 ans de la sécu », déclarait : « Le financement des soins de santé doit être progressivement assuré par tous les citoyens et ne plus reposer que dans une mesure limitée sur des cotisations sociales patronales. »

Les allocations familiales n'ont déjà plus les mêmes montants pour les enfants du Nord et du Sud. Cette nouvelle réforme accroîtra les inégalités.

Bien que ce droit va être inscrit dans la Constitution, le montant transféré par le fédéral pour les allocations familiales dépendra du nombre d'enfants de 0 à 18 ans domiciliés dans l'entité fédérée, et il « n'intègre pas les suppléments sociaux, que chaque Communauté devra donc assumer elle-même » (Le Soir 13-14/07/13).

- Que se passera-t-il avec les jeunes de plus de 18 ans encore aux études

Trouver du financement dans les poches des travailleurs, c'est ce que va devoir faire François Hollande qui a tout simplement supprimé les cotisations familiales pour les entreprises et les indépendants. La Belgique suit donc cette même voie, prônée par les organisations patronales européennes.

et qui touchaient des allocations familiales jusqu'à leur 25 ans?

- Qu'advient-il des suppléments sociaux octroyés aux chômeurs ?

De même qu'en matière de **maisons de repos** : le montant transféré n'est calculé qu'à partir du nombre de personnes de plus de 80 ans domiciliées dans la Région. Mais ce montant transféré devra aussi couvrir les remboursements des quotes-parts aux établissements accueillants les personnes âgées, ce qui était anciennement du ressort des mutuelles sur base des tarifs calculés par l'INAMI (LS 13-14/07/13).

- Que se passera-t-il avec les gens de moins de 80 ans hébergés dans les maisons de repos ?

Dans d'autres matières, les budgets transférés seront même inférieurs au budget fédéral actuel, faisant des transferts de compétence d'authentiques mesures d'austérité.

Bref, nous cotiserons toujours vers une caisse centrale (l'ONSS), mais **l'argent et le personnel transféré** aux entités fédérées pour les missions de la sécu **seront encore plus en dessous de leurs besoins**.

Pour faire face à ces nouvelles dépenses, une entité fédérée en difficulté financière pourra, par exemple, prélever de nouvelles taxes ou diminuer certaines dépenses publiques : licenciement ou non-remplacement du personnel communal, augmentation des frais de cantines ou de garderie, etc. Autrement dit, plus d'austérité communale pour les travailleurs et pour les bénéficiaires d'aides sociales.

De plus, de l'avis de tous les acteurs du secteur, ces transferts engendreront une complexification administrative qui va rendre plus difficile l'accès aux services publics.

En conclusion, la solidarité de tous pour un accès égal aux soins et aux allocations de notre sécurité sociale fait désormais partie du passé. Selon votre Région, vous risquez d'avoir droit à des aides différentes.

Les transferts de compétences favorisent la privatisation des services publics

Si la qualité des soins de santé baisse, cela développera le recours à des assurances privées face à la supposée « inefficacité » de notre sécu. En

A la SNCB, un rail à deux vitesses

« Cette adaptation aux "besoins des régions" va aussi faire apparaître une concurrence entre les régions notamment en terme d'investissement. Selon leurs possibilités, les régions pourront investir dans des projets de la SNCB. Bref, les Régions les plus riches auront un meilleur réseau de transport que les régions les plus pauvres. »

matière de pensions, le gouvernement nous incite déjà à constituer une assurance privée, ce qui est une revendication patronale pour développer ce type d'assurances. Pour lui, l'objectif n'est pas de maintenir le droit à une pension décente pour tous, mais de permettre aux compagnies d'assurances de faire du profit dans un secteur qui auparavant était public, bref de conquérir de nouveaux marchés.

Le principe est toujours le même : on met les services publics en difficulté et ensuite le privé propose généreusement de sous-traiter une partie ou l'ensemble de ces services publics. De nombreuses communes sous-traitent déjà le ramassage des déchets ou les lignes de bus, et rien n'empêchera demain les entités fédérées de faire appel à des prestataires de soins privés.

Cette privatisation va non seulement peser lourd dans la poche de chacun, mais attaquera les conditions de travail du personnel communal dont le statut dans le privé sera bien plus précaire.

Les directions syndicales, comme d'habitude, sont complices du gouvernement et des patrons

Il est scandaleux que les directions de nos organisations syndicales, non seulement ne lancent pas le

mot d'ordre de refus de cette réforme, mais en plus collaborent à son application. Certains nous disent qu'il faut accompagner cette réforme du mieux possible pour éviter la casse sociale... d'autres, qu'il faut saisir cette occasion pour développer des politiques régionales innovantes ! En Congrès, Thierry Bodson (PS) et toute la FGFB wallonne se sont prononcés en faveur de la régionalisation des allocations familiales, des soins de santé et de l'aide aux personnes. Ces dirigeants ne pensent pas un seul instant à s'y opposer.

Aucune mobilisation d'envergure n'a été organisée pour lutter contre cette réforme qui représente la plus grande attaque sur les droits des travailleurs depuis la réforme du chômage. Elles n'avaient pas non plus lutté lors du gel des salaires, ni lors des manipulations de l'index.

Il est temps que les centrales syndicales combattives informent et mobilisent les travailleurs sur les conséquences de cette réforme et organisent un plan national de mobilisation.

Exigeons de nos directions syndicales qu'elles mobilisent :

- Pour le retrait de la 6e réforme de l'Etat !
- Pour la re-fédéralisation de notre sécurité sociale !
- Contre les différences de taux de cotisations sociales entre les Régions, qui mettront les travailleurs en concurrence au profit du patronat ! ■



La lutte héroïque des Afghans parmi nous

Depuis des années, des Afghans qui habitent parmi nous luttent pour leurs droits, contre un Etat qui fait la guerre dans leur pays, avec des troupes et des F16 qui sèment la mort dans leur peuple.

Le vendredi 20 décembre 2013, ils sont 250 pour entamer une marche de trois jours vers Mons, le fief de Di Rupo. Ils réussissent à développer une véritable solidarité dans la population, au point que Di Rupo « en accord avec Maggie de Block, promet que les dossiers des Afghans de l'église du Béguinage seront étudiés individuellement dans les plus brefs délais ».¹ Toutefois, il ne s'agit toujours que de promesses, et toujours la dissolution du problème en « des cas individuels ».

Des voix s'élèvent pour dire que ce soutien chaleureux n'est possible qu'en Wallonie. Qu'à cela ne tienne. A peine de retour de Mons, les Afghans décident de marcher aussi sur Gand. Partout, l'accueil est chaleureux, comme en Wallonie.

L'acharnement contre les Afghans continue de plus belle.

Mais à peine de retour de Gand, des Afghans continuent à être expulsés. Le 14 janvier, un Afghan d'une vingtaine d'années est mis dans un avion pour Kaboul. Son crime ? Il avait été arrêté lors d'une manifestation fin septembre.²

Le 21 janvier, Davajan, 28 ans, arrêté lors de la manifestation du 25 septembre 2013 avec le collectif des Afghans, et depuis lors maintenu en détention dans un centre fermé, est renvoyé dans ce pays en guerre. Son vol était prévu pour le 28 janvier, mais il a

été avancé d'une semaine. Bien sur, campagne électorale oblige, lors d'une conférence sur le racisme, du 24 janvier dernier, Laurette Onkelinx et Philippe Moureaux répétaient leur « soutien » et disaient être en faveur d'un moratoire sur les expulsions vers l'Afghanistan, mais... que ce n'était pas possible pour l'instant, à cause des autres partis de la majorité fédérale.

Et cerise sur le gâteau, trois jours plus tard, la médecin Maggie de Block pousse l'hypocrisie à l'extrême en se faisant photographier par la presse comme « bénévole d'un jour » dans un centre d'accueil médical d'urgence et pratiquant les soins à Yaouri, 38 ans, un Marocain sans papiers arrivé en Belgique en 2005.³

* * *

« Alors que Didier Reynders parle de situation dangereuse en Afghanistan et conseille aux Belges de ne pas s'y rendre, Maggie De Block dit le contraire, annonçant que la voie est libre pour y expulser des Afghans sans que ceux-ci se retrouvent en danger. »

Oscar Flores, coordinateur du collectif de soutien aux Afghans (Le Soir 26.12.2013)

A juste titre, les Afghans s'en veulent à Maggie De Block. Mais elle n'est, en dernière instance, que l'exécutrice fidèle d'une politique concernant l'immigration, menée depuis plus d'un



demi-siècle par la Belgique.⁴ Le capitalisme ne veut pas se débarrasser de tous les « illégaux ». Au contraire, il en a besoin, mais à condition qu'ils restent précisément cela, des illégaux, corvéables à merci pour faire tourner à moindre frais cette machine à produire capitaliste, y compris dans des « respectables » entreprises, telles que la SNCB, moyennant d'obscures sous-traitances. Et surtout – l'exemple de la lutte des Afghans est clair –, à condition qu'ils ne s'organisent pas pour revendiquer leurs droits.

Nous saluons la prise de position de la FGTB sur ce thème. Réuni en bureau fédéral le 14 janvier, le syndicat socialiste a exigé des autorités belges « la mise en œuvre d'un moratoire sur toutes les expulsions vers l'Afghanistan en raison de la situation sécuritaire sur place ». Mais nous demandons aussi : à quand une mobilisation du monde du travail pour exiger une solidarité effective et inconditionnelle avec les sans-papiers, les travailleurs les plus exploités de notre classe, avec une exigence claire :

Régularisation de tous les sans-papiers !

1 Le Soir 23.12.2013

2 Le Soir 15.01.2014

3 Le Soir 25.01.2014

4 Voir la brochure *Les travailleurs sans papiers, un maillon essentiel de l'exploitation capitaliste*, sur notre site www.lct-cwb.be, onglet Théorie / Quelques textes publiés par la LCT.

Avec les Afghans en lutte, nous exigeons :

Un moratoire contre les expulsions en Afghanistan

Un permis de séjour pour l'ensemble des ressortissants afghans présents sur le territoire belge

Une enquête indépendante sur la situation en Afghanistan

Une révision de la politique migratoire belge

La libération des camarades afghans détenus en centres fermés.

Retour en Belgique des Afghans expulsés.

A DIFFUSER

Droit d'asile pour Mamadou Bah, victime et cible d'Aube dorée en Grèce !

Extraits de la pétition que vous pouvez retrouver sur notre site ou celui du CADTM.

Mamadou Bah est un Guinéen qui a dû fuir son pays en 2006 et a abouti en Grèce où il a obtenu le statut de réfugié politique en 2012. Pendant ces six années, il a travaillé sans discontinuer dans le secteur de la restauration tout en militant activement en faveur des réfugiés et des sans-papiers, devenant notamment le secrétaire de l'Union des Ressortissants Guinéens de Grèce.

En mai et juin 2013, des miliciens du parti néonazi grec Aube Dorée l'ont agressé à deux reprises, la première fois en le laissant pour mort, le front éclaté et en sang. Mamadou Bah est donc une des innombrables victimes de ces modernes « sections d'assaut », faisant régner leur loi dans les quartiers populaires et la terreur dans les villes grecques.

(...) Leur tentative de récidive tient au fait que, sitôt après leur première agression, Mamadou Bah a osé dénoncer publiquement les exactions systématiques des commandos racistes d'Aube Dorée, et appelé à la mobilisation populaire contre cette terrible menace. A son initiative, son récit et son cri d'alarme ont en effet été médiatisés d'abord par le principal quotidien grec, et depuis lors dans la presse internationale, de Libération à la RTBF, en passant par La Libre et Le Soir.

(...) Il a dû se résoudre à l'exil et à chercher refuge dans notre pays. (...) C'est donc un devoir pour l'Etat belge que de lui accorder sa protection. En conséquence, les soussignés soutiennent la demande d'asile de Mamadou Bah en Belgique, en tant que membre d'un groupe « cible » de discriminations et de la violence d'extrême droite, mais aussi policière, et comme réfugié politique au sens strict, personnellement pourchassé pour ses opinions et ses activités. ■

« Ce que j'attends de toi, mon objectif, c'est que tu m'aides à faire des révélations sur les agissements des nazis d'Aube Dorée, dans la communauté africaine de ton pays, mais aussi plus largement, dans la population belge. Je veux qu'elle sache ce qu'on fait aux immigrés ici, que la police laisse faire, alors qu'on contribue largement, par notre travail, notre initiative, à la richesse de ce pays ! »

Mamadou Bah

Pour assurer sa défense juridique, vous pouvez contribuer par un don sur le compte BE06001231834322 du CADTM, avec la mention « Soutien Mamadou Bah ».

VICTOIRE pour les permanents du SETCa-BHV

Souvenez-vous des 5 permanents syndicaux du secteur industrie du SETCa-BHV (Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres de la FGTB) qui, en 2010, avaient été licenciés « pour faute grave » par le SETCa fédéral (le niveau hiérarchique « supérieur » dans la structure). Une large campagne exigeait leur réintégration, car ils n'avaient commis aucune faute, mais s'étaient seulement opposés à un projet immobilier porté par le fédéral... Leur résistance et la campagne portent aujourd'hui leurs fruits !

Ce 21 janvier, la justice (pour les trois ayant porté l'affaire devant le Tribunal du travail francophone) leur a donné raison : elle ne reconnaît aucune « faute grave » et considère ces licenciements comme abusifs, et même inexistantes,

étant donné que le fédéral n'a pas les pouvoirs de le faire et les instances légitimes ne l'ont pas ratifié.

C'est une victoire pour ces permanents et un beau pied de nez au fédéral qui maintient une ingérence illégitime sur la section BHV. C'est une victoire pour l'ensemble du

mouvement syndical qui doit en retenir que le pouvoir appartient à la base ! Ce sont les affiliés et leurs sections qui doivent subordonner le niveau supérieur de la structure, et non le contraire. Tout abus doit être dénoncé publiquement comme illégitime. Ensemble, à la base, on est plus forts ! ■



Pour un programme de rupture face à la crise capitaliste

Les élections 2014 avancent à grand pas. De plus en plus de travailleurs, qui craignent l'application des objectifs draconiens de réduction du déficit public fixés par le TSCG, qui subissent de plein fouet les conséquences de la vague de fermetures d'entreprise et des attaques continues envers les droits des chômeurs, ressentent l'urgence de mettre sur pieds une alternative à la politique d'austérité qui continue de frapper le monde du travail.

Lorsqu'un débat parvient à se lancer parmi les travailleurs à propos de l'Appel de la FGTB Charleroi, qui propose de se rassembler à gauche du PS et d'Ecolo, nombreux sont ceux qui y répondent positivement. En effet, pour battre la droite sans laisser le pays aux mains du PS, l'unité de la « vraie gauche » est plus que jamais nécessaire.

Dans ce débat, un acteur central émerge : le PTB. Porté par l'attention médiatique et par les sondages, ce parti se propose d'obtenir un premier élu au Parlement. Ce parti a accepté l'intégration de la LCR et du PC, mais a refusé la collaboration avec le PSL.

Nous, la LCT, nous partageons la nécessité qu'il y ait une candidature unitaire qui exprime et prolonge, sur le terrain électoral, la lutte des travailleurs et de la jeunesse.

Deux mois après l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, c'était la grève générale, et, depuis lors, plusieurs grandes manifestations nationales ont eu lieu face aux réductions budgétaires successives. Malheureusement, les sommets syndicaux – Anne Demelenne (PS) et Claude Rolin (CDH) en tête – se sont mis au service des partis au pouvoir. Ces bureaucrates ont acceptés, clairement ou tacitement, la contre-réforme des

pensions, la régionalisation de la sécurité sociale et l'harmonisation par le bas des statuts ouvriers-employés. Ils n'ont opposé au blocage des salaires qu'une protestation symbolique. A l'heure des fermetures d'entreprises, ils se contentent de signer les plans sociaux tout en torpillant toute tentative d'unification des luttes pour empêcher un affrontement direct avec le gouvernement dirigé par le PS.

C'est dans les entreprises et dans la rue que le rapport de force se crée. Une réelle alternative anticapitaliste doit dénoncer – y compris dans les élections ! – ce qui empêche les militants syndicaux

qui stoppent, une bonne fois pour toute, le cortège des restrictions budgétaires, des licenciements collectifs et des exclusions du chômage. Elle doit se mettre au service des luttes des travailleurs et de leurs revendications.

Chez ArcelorMittal, Caterpillar, AGC-Roux, Saint-Gobain à Avelais, etc., il ne suffit pas d'exiger de « mieux conditionner les aides et/ou les avantages financiers » (Frédéric Gillot, La Meuse, 20/01). La seule réponse au chantage à la délocalisation de la part de ces multinationales milliardaires est la nationalisation des outils pour sauver l'emploi, répartir le travail entre tous et continuer à développer

une industrie moderne et innovante à long terme, contrôlée par les travailleurs et au service des besoins réels de la population.

Face à la crise financière, l'une des propositions est de recréer une banque publique. C'est la revendication du PTB. Mais que pourrait faire une telle banque face à la fuite des capitaux, comme cela pourrait arriver

en Grèce si le pays décidait de rejeter les plans de la Troïka ? Quel est l'intérêt de parler d'une « banque publique » si Dexia et BNP Paribas gardent les mains libres pour continuer de placer leurs masses de capitaux là où ça rapporte le plus ? Pour nous, il est nécessaire que la collectivité reprenne ces caisses des mains des rentiers et les mette au service de la reconstruction économique et de la création massive d'emploi.

Taxe des millionnaires, taxe sur la rente nucléaire d'Electrabel, 34 % d'impôt bancaire, modèle kiwi pour diminuer les marges bénéficiaires de l'industrie pharmaceutique,... Très bien ce « plan du PTB », mais si c'est pour « combler le déficit » creusé par le paiement de la dette publique, l'argent retournera dans les poches des capitalistes, et celles des travailleurs resteront vides. Continuer



de construire ce rapport de force. La « vraie gauche » – politique et syndicale – doit commencer par mettre une distance claire avec les dirigeants de la FGTB-CSC. Elle doit remettre en cause cette clique bureaucratique et impulser un large débat sur le syndicalisme dont nous avons besoin : un syndicalisme indépendant de classe, démocratique et combatif. Malheureusement, le PTB n'avance pas cette question... Un parlementaire de gauche devrait pourtant aider à briser cet obstacle qui brise la solidarité des travailleurs.

L'unité de la gauche suppose également qu'il y ait un accord sur le programme.

En effet, une telle force politique ne peut remplir sa tâche si elle ne propose pas des mesures d'urgence anticapitalistes

de payer la dette publique aux spéculateurs et aux banquiers, de quelque manière que ce soit, ne rencontre pas notre accord.

Les grands capitalistes, qui détiennent les titres de la dette et pilotent les hedge funds, chercheront toujours à accroître leur taux de bénéfice en cassant les droits des travailleurs partout dans le monde. Il est impossible d'en finir avec la course à la compétitivité sans désarmer ces rentiers parasites. Ce n'est qu'en suspendant le paiement de la dette que nous trouverons l'argent nécessaires pour partager le travail entre tous, relancer nos outils industriels laissés à l'abandon par les multinationales et développer un solide plan d'investissement public en matière de logements sociaux, de soins de santé, de transport, d'énergie et d'environnement publics, au service des besoins de tous les travailleurs.

L'Appel de la FGTB Charleroi garde toute sa force. La LCT s'engage modestement à contribuer avec d'autres à créer une véritable alternative de gauche à la crise capitaliste. Une alternative qui exige le non paiement de la dette, qui appelle à nationaliser les banques, les entreprises industrielles et énergétiques, et les services publics libéralisés ou privatisés, sans rachat ni indemnité, sous contrôle des travailleurs et des usagers. Une alternative qui défend un meilleur statut commun pour les ouvriers et les employés et qui fasse enfin respecter les droits fondamentaux des migrants en leur assurant à tous un titre de travail et de séjour. Une alternative qui ne se propose pas de relancer autrement la machine capitaliste, mais qui ouvre la voie vers un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression : un monde socialiste ! ■

Un programme anticapitaliste d'urgence

La FGTB Charleroi-Sud Hainaut vient de publier son programme en 10 points, intitulé « CHANGER DE CAP MAINTENANT ». Elle propose une série de mesures économiques et sociales à prendre d'urgence pour faire face à la crise actuelle.

Ce programme de la FGTB Charleroi pose clairement des mesures contre le grand capital et les multinationales, tout en les situant dans le cadre d'un changement de société : « Ce programme et ses articulations doivent être compris comme une dynamique qui tend vers un changement radical des rouages de la société parce qu'il est illusoire de penser que l'on peut réformer le capitalisme pour qu'il devienne un "bon" capitalisme de relance. Ce système ne peut être réformé, il doit disparaître. » En voici quelques-unes que nous partageons pleinement.

Pour l'emploi

Il y avait plus de 600 000 demandeurs d'emploi en Belgique fin 2013. Face au chômage massif, il faut répartir le travail entre tous, en imposant à long terme une réduction collective du temps de travail à 32h/semaine, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire et baisse des cadences. De plus, il faut interdire les licenciements collectifs qui surviennent sans plan de reconversion, dans des entreprises qui font des profits, et réduire le recours au temps partiel imposé qui pénalise surtout les femmes.

Pour les salaires

Pendant que les grands patrons touchent des salaires scandaleux, 15% de la population belge vit en dessous du seuil de pauvreté. Une redistribution urgente des richesses s'impose. Abrogation des lois et arrêtés de gel des salaires ! Egalité salariale homme-femme !

Défense des services publics et de la sécurité sociale

Face à la baisse structurelle de leur financement depuis des années, il faut réaffirmer l'importance des services publics et des secteurs non marchands, qui devraient pouvoir garantir les droits fondamentaux de tous. Il faut défendre un accès gratuit à l'enseignement, à la mobilité, aux soins de santé, à l'accueil de la petite enfance, ainsi que la gratuité de l'eau, de l'électricité pour satisfaire les besoins de base. Il faut renationaliser les secteurs qui ont été libéralisés ou privatisés comme l'énergie, les transports, la Poste, la téléphonie, sous contrôle des travailleurs et des

usagers. La sécurité sociale est la propriété des travailleurs et des travailleuses. Elle doit être gérée sous leur contrôle. Elle doit rester un système national de solidarité.

Ne pas payer la dette publique

Leur dette n'est pas la nôtre ! On ne peut pas continuer d'imposer des plans d'austérité et de vider les caisses publiques sous prétexte de rembourser la dette. Moratoire sur la dette existante ! Annulation de la dette en commençant par la partie illégitime !

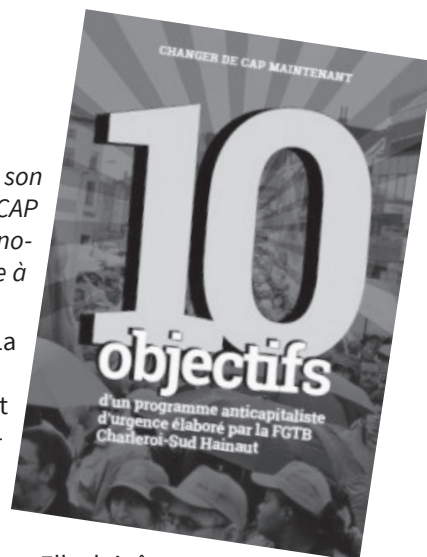
Contre la finance

Interdiction des fonds spéculatifs et des paradis fiscaux ! Pour mettre toutes les institutions financières sous le strict contrôle de la société : constitution d'un grand pôle bancaire public par socialisation des banques, sans indemnité ni rachat (sauf petits actionnaires).

Un combat qui commence !

Ce programme a l'audace de dire NON aux mesures d'austérité du gouvernement et de structurer une réponse claire des travailleurs. Il faut profiter de la période électorale présente pour ouvrir ce débat dans les délégations syndicales et sur les lieux de travail. A ce programme, il faut y ajouter la question de savoir comment l'exiger. Il est dommage de ne pas y trouver de dénonciation du rôle néfaste des sommets syndicaux à l'heure de coordonner une réponse unifiée et combative des travailleurs et de toute la population frappée par la crise. Seule une mobilisation large pourra imposer ce programme ! C'est cette mobilisation que nous devons préparer, en discutant cette brochure partout où le mécontentement gronde à l'égard du patronat et du gouvernement. ■

Pour obtenir la brochure, contactez l'un de nos camarades ou bien directement la Régionale de Charleroi au 071/641262.



La Révolution s'affronte ouvertement aux djihadistes

Juan Parodi - 17 Janvier 2014

Bombardements et famine

Pendant ce temps, la dictature continue à essayer de mettre à genoux la résistance du peuple syrien. Au cours des dernières semaines, un nouveau type de bombardement s'est généralisé. On jette maintenant jour après jour des barils explosifs à partir d'hélicoptères. Faute d'armes, les Syriens ne peuvent que regarder ces hélicoptères lancer leurs charges mortelles. Chaque semaine, des centaines de personnes, des familles entières meurent dans les décombres et les explosions. Dans les

Depuis des mois, le rejet du principal groupe djihadiste ISIS (Etat islamique de l'Irak et de la Syrie) ne cesse d'augmenter. Ce groupe, dont le principal soutien en argent et en combattants se trouve à l'étranger, s'est consolidé dans les zones déjà libérées de la dictature.

ISIS a tenté d'y imposer une vision fanatique de l'islam, avec des sanctions sévères pour ceux qui ne respectent pas toutes ses règles. Il est également responsable de l'assassinat de miliciens et d'activistes de la Révolution ainsi que de l'enlèvement de personnes solidaires venant de l'étranger, telles que les journalistes Javier Espinosa et Ricardo García.

La population a mené de nombreuses protestations contre ce groupe. Dernièrement, les manifestations se sont étendues à tout le pays. Il faut noter que les bombardements d'Assad ne touchent jamais les installations d'ISIS. Depuis peu, les milices rebelles liées à l'Armée syrienne libre et même d'autres milices islamistes ont déclenché une guerre ouverte contre ISIS. Les milices kurdes ont combattu les djihadistes dès qu'ils sont apparus. Aujourd'hui, les djihadistes ont été chassés de plusieurs de leurs sièges les plus importants, après avoir subi de lourdes défaites dans les provinces d'Alep, d'Idlib, de Hama et de Raqqa.

Voilà des nouvelles encourageantes pour la Révolution ! Les Syriens n'ont pas versé tant de sang pour subir une autre dictature. La consolidation d'ISIS dans les zones libres était en train de rendre la lutte inutile et d'affaiblir la Révolution. Le chemin de la victoire passe nécessairement par la mise en place d'une nouvelle Syrie, avec des libertés démocratiques (également pour les minorités religieuses, ethniques et nationales), qui exproprie la richesse et les forces productives des bourgeoisies nationale et impérialiste,

enrichies grâce à la dictature, afin de les mettre au service de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et du peuple. La défense de ce programme est la meilleure arme des rebelles. C'est elle qui poussera tous les miliciens et activistes à se battre de toute leur force, et qui pourra même faire changer de camp les soldats d'Assad.

En ce sens, la guerre contre ISIS est une avancée. Il faut maintenant que les dirigeants des différentes factions des rebelles aient la même clarté concernant les gouvernements impéria-



zones assiégées, telles que la zone libérée de Damas, dont fait partie le quartier palestinien de Yarmouk, le blocus continue. Au fil des jours, la situation devient de plus en plus difficile et la famine augmente le nombre de morts.

Bachar met le pétrole syrien en pâture au pillage

La dictature syrienne vient de brader l'exploitation du pétrole syrien à la Russie pour une période de 25 ans. C'est la première fois qu'un pays étranger obtient une licence de ce type de la part de la Syrie. Ceux qui défendent Assad comme quelqu'un d'« anti-impérialiste » devraient pouvoir expliquer comment se fait-il que Poutine et la Russie ne soient pas capitalistes ! Les Etats-Unis supervisent l'opération, suite à l'accord récemment signé entre ces deux puissances concernant la Syrie. Cet accord propose la Conférence de Genève II pour stabiliser la situation via une sorte de réforme cosmétique du régime. Et s'il y avait encore un doute quelconque sur le rôle du gouvernement étasunien, il suffit d'observer qu'aujourd'hui, après l'occupation des USA et de l'OTAN en Irak, il y a déjà pas mal de milices irakiennes liées au gouvernement Maliki qui combattent pour Bachar sur le sol syrien... ■

listes du monde et qu'ils dénoncent le Sommet de Genève II que ceux-ci préparent pour essayer de négocier avec le régime d'Assad et donc de maintenir le clan le plus sanguinaire de toute l'histoire de la Syrie.

Ghazi El Rass

A Bruxelles, une association belgo-syrienne collecte des vêtements, des médicaments et des vivres non périssables pour aider le peuple syrien dans son combat pour la liberté. Elle achemine des containers réguliers vers le Nord de la Syrie. Soutenez-la en faisant un don et/ou en participant au travail de récolte, de tri et d'emballage !

UOSA Belgium asbl
Chaussée de Haecht 197
uosabelgium@gmail.com
+32(0)484/18.92.43
BE30 7320 2896 9911

Malgré la lutte, la scission est un fait

Malgré un an et demi de combat et de pourparlers pour défendre une société intégrée, Infrabel et la SNCB sont des sociétés complètement scindées depuis ce 1er janvier. Bien qu'il y ait un employeur unique (la SA HR-Rail) et une Commission paritaire nationale unique, c'est sans conteste une défaite pour les cheminots et les usagers. Mais pour arracher des victoires à l'avenir, il s'agit d'en tirer les enseignements...

Pour définir la situation actuelle, nous rappelons et rejoignons totalement les déclarations de la CGSP-Cheminots (avant le début de la lutte, (qui est le syndicat qui s'est le plus battu), en avril et juin 2012 : « Nous sommes d'avis qu'un modèle à deux sociétés distinctes affaiblirait considérablement la SNCB et risquerait de provoquer sa disparition. Il conduirait (dans la perspective d'une libéralisation à relativement brève échéance du trafic des voyageurs) à l'émergence d'une série d'opérateurs gravitant autour du gestionnaire de l'infrastructure en vue principalement de venir picorer les bons morceaux (comme ce fut le cas dans la branche marchandises). »¹ « Il en résulterait une perspective de filialisation et une externalisation amplifiée des activités actuellement exercées par les cheminots statutaires. »²

Malheureusement, cette réforme opérée par le gouvernement Di Rupo n'a pas pu être orientée vers une société intégrée, selon le bon sens des cheminots. Au début, la mobilisation a été forte et soutenue par des assemblées du personnel mais nous estimons que le mouvement a trop attendu et



fait confiance dans des pourparlers stériles avec le(s) Ministre(s). Nous pensons aussi qu'il y a eu une volonté, de la part des représentants syndicaux, de vouloir « négocier pour négocier », tout en gardant le contenu et l'agenda des pourparlers fort obscurs pour la base de leurs propres organisations.

La scission est un fait et la lutte se solde donc par une défaite. Cependant, la CGSP-Cheminots la présente comme une « victoire » car l'unicité de la

concertation sociale a été sauvée et qu'elle a obtenu la « garantie » des managers de « pouvoir négocier » un protocole d'accord social en février... Mais souvenons-nous encore de la bonne déclaration de ce syndicat en juin 2012, qui dénonçait essentiellement les objectifs politiques de la libéralisation :

« Apporter la précision que les travailleurs des "futurs" SNCB et Infrabel restent dans la même commission paritaire ne rassure en rien notre organisation syndicale. Cette manœuvre à uniquement pour but de nous lancer de la poudre aux yeux."³

Que s'est-il passé entre les intentions de départ et l'issue de la lutte ? Apprendre de ses expériences et ses erreurs doit nous permettre de mieux nous battre et d'arracher des victoires. Il va sans dire que les attaques s'enchaînent, mais il s'agit de s'y préparer au mieux, cheminots et usagers, pour défendre le statut unique, l'emploi, la qualité et la sécurité de notre chemin de fer public. ■

1 Communiqué à la presse, secrétaire général CGSP-Cheminots, Michel Abdissi, 04/06/12

2 Lettre à la Présidente de la Commission Infrastructure, les secrétaires généraux CGSP Cheminots-ACOD Spoor, 26/04/12

3 Ibidem

Luttons contre la privatisation !

Dans ce processus de scission et de libéralisation, les attaques contre les conditions de travail et le statut du personnel à la SNCB s'accroissent sur plusieurs fronts.

A l'atelier TGV de Forest, malgré les énormes bénéfices réalisés, un large plan d'économies se met en place : augmentation de la productivité dans le but de supprimer 70 emplois statutaires sur 340, volonté de supprimer le régime de travail de 4 jours de 9 heures (obtenus il y a quelques années), augmentation de la sous-traitance, etc.

Dans les gares, avec la fermeture de leurs guichets, des agents doivent désormais amener les voyageurs vers les automates. En plus de recevoir un coup à leur moral, ils ne trouvent parfois même plus le temps de manger,

ou se voient même parfois interdits d'aller aux toilettes par les managers. De nouveaux cas de burn-out apparaissent !

Ces difficultés pour obtenir un ticket en gare peuvent ensuite créer des conflits avec les accompagnateurs, qui rencontrent aussi des problèmes avec leur nouvelle machine. Eux dont leur horaire est aléatoire et déterminé par un logiciel, négligeant complètement les considérations personnelles...

Cette politique managériale offensive vise à privatiser progressivement ce qui peut l'être.

Et c'est seulement par une réaction tout aussi déterminée, ensemble avec tous les travailleurs sur le terrain que nous pouvons contrer ces mesures d'austérité.

Les cheminots indiens votent la grève

La plus grande fédération syndicale en Inde, celle des chemins de fer *All India Railway Federation (AIRF)* qui affilié environ un million de personnes, a voté la grève le 21 et 22 décembre. Malgré son gigantisme, l'AIRF a appelé tous ces affiliés à voter, ce qui a mené à une participation de 80 %. 96 % des suffrages ont été pour la grève, centrée autour d'une charte de 36 points de revendications qui met l'accent sur plusieurs demandes de longue date, et dont le point culminant est l'opposition contre le nouveau régime de retraite.

(Plus d'infos: www.litci.org)

Le Venezuela révèle la crise des gouvernements populistes et de Front populaire

Le 18 février dernier, après plusieurs jours de manifestations menée par l'opposition et d'affrontements sanglants avec les forces de l'ordre et les groupes paramilitaires du gouvernement, Leopoldo Lopez, un dirigeant de l'opposition, fut arrêté quand il s'est présenté à la police, accusé « d'incitation à la violence » contre le gouvernement de Nicolás Maduro.

Il s'agit d'un nouvel événement qui exprime la profonde crise du pays, gouverné depuis 1999 par le régime créé par Hugo Chavez (et dirigé, après sa mort en 2012, par Nicolás Maduro).

Toutefois, ce qui se passe au Venezuela ne tombe pas du ciel à l'improviste. Cela survient dans un contexte de crise économique et politique de plusieurs gouvernements latino-américains de Front populaire (dirigés par des partis ouvriers et de gauche, en alliance avec des partis bourgeois) ou populistes (dirigés par des partis bourgeois avec un grand soutien populaire). Ces crises touchent actuellement les gouvernements d'Evo Morales en Bolivie, de Cristina Kirchner en Argentine, de Nicolás Maduro au Venezuela et, dans une moindre mesure, de Dilma Rousseff au Brésil. Il n'y a que le gouvernement de Rafael Correa en Equateur qui reste plus solide.

Ces gouvernements étaient une réponse des bourgeoisies nationales aux processus révolutionnaires qui ont secoué le sous-continent à la fin du 20ème siècle et au début du 21ème (l'Equateur, l'Argentine, le Bolivie et le Venezuela). La bourgeoisie fit appel à ce type de gouvernement pour maintenir sous contrôle la situation du système bourgeois, que l'ancien président argentin, Eduardo Duhalde, définissait en 2002 par ces mots : « Nous nous

trouvons au bord de l'abîme, et derrière nous, la forêt est en flammes. »

Ces gouvernements eurent deux éléments en leur faveur. Tout d'abord, il y avait une situation économique mondiale en croissance (2002-2007), suivie par un impact plutôt faible de la crise économique mondiale (ouverte en 2007) grâce aux prix avantageux des matières premières. Deuxièmement, en l'absence d'une alternative ouvrière et socialiste, ces gouvernements apparaissaient devant les masses comme « leur gouvernement », qui faisait face à l'impérialisme et octroyait des avantages sociaux.

Cependant, malgré leur langage de « gauche » – le chavisme s'octroyait le titre de « socialisme du 21ème siècle » –, ceux-ci ont à peine pris quelques mesures partielles telles que l'expropriation de l'une ou l'autre entreprise étrangère et des mesures palliatives visant à réduire la pauvreté (les allocations de chômage en Argentine, le panier du ménage au Brésil, les Missions au Venezuela). En revanche, ils ont non seulement laissé intactes les bases capitalistes de la domination impérialiste semi-coloniale, mais ils les ont approfondies.

La politique économique chaviste a exacerbé et aggravé la crise actuelle, car elle a non seulement omis de mettre fin au caractère semi-colonial du pays, mais elle a aussi dilapidé des dizaines de milliards de dollars de rente pétrolière disponible dans le pays, pour satisfaire une bourgeoisie rentière et parasitaire.

Aujourd'hui, la fête touche à sa fin et la crise économique mondiale s'abat avec toute sa force : la baisse des prix des matières premières et le déclin du flux des investissements – à cause du

changement de la politique financière des Etats-Unis – se manifestent dans la fuite des capitaux, la crise monétaire et une inflation galopante. Parallèlement à cela, d'une part, les luttes se développent, ainsi que la rupture de secteurs importants de la base ouvrière et populaire qui soutenaient autrefois le gouvernement. D'autre part, la répression des gouvernements s'accroît.

En outre, comme l'ont souligné les camarades de l'Union Socialiste des Travailleurs (UST, section vénézuélienne de la LIT-QI) dans leur article reproduit ci-dessous, il n'y a aucun coup d'Etat. L'impérialisme étasunien mise sur l'usure des gouvernements pour les vaincre dans les élections, en Argentine comme au Venezuela ; il n'envisage pas de putsch pour le moment (tandis que Maduro parlait d'un « complot » et expulsait trois diplomates de ce pays).

Tous ces gouvernements (Maduro, Cristina, Correa, Evo et Dilma) se soutiennent mutuellement pour faire face aux protestations. Ils utilisent le même argument du « putsch » pour justifier la crise et condamner ces protestations. Tous – et le Mercosur en bloc – ont manifesté leur soutien à Maduro et dénoncé les manifestations comme un « coup d'Etat ».

C'est une preuve historique de plus du fait que les bourgeoisies nationales – en dépit de leur « discours » de gauche – ne sont pas en mesure de briser les chaînes semi-coloniales, ni de sortir le continent de la pauvreté. C'est une tâche que seule une véritable révolution ouvrière et socialiste peut accomplir.

Nous reproduisons ici un article publié récemment par l'UST à propos de la situation dans le pays.

Face aux événements du 12 février :

Nous, les travailleurs, nous avons besoin d'une issue indépendante

Le Bureau de l'Unité Démocratique (Mesa de la Unidad Democrática, MUD¹) a appelé à des manifestations dans plusieurs villes, sous le mot d'ordre « *Une issue maintenant ! La rue triomphe !* », avec la participation d'étudiants et de secteurs populaires. Dans ce contexte, suite aux affrontements entre les manifestants et les organismes de répression de l'Etat, y compris – selon des dénonciations – des organisations paramilitaires, il y a eu trois morts, 69 blessés et autant de détenus, dont un grand nombre d'étudiants.

Nous, les socialistes de l'UST, nous n'avons pas soutenu cet appel et nous avons appelé à ne pas aller aux manifestations de ces partis bourgeois, car

1 Une coalition de partis politiques créé le 23 janvier 2008, en opposition au gouvernement de Hugo Chavez.

leurs mots d'ordre et leurs objectifs ne sont pas ceux de la classe ouvrière, mais bien une manœuvre, basé sur le mécontentement populaire, pour mener leur propre plan d'ajustement contre le peuple et en faveur des patrons et des multinationales.

En tant qu'UST, nous rejetons la répression violente contre ceux qui se mobilisent et manifestent. La classe ouvrière et les secteurs populaires sont eux-mêmes victimes de cette escalade répressive, qui a emprisonné, il y a quelques jours, 10 travailleurs et dirigeants de l'industrie pétrolière pour avoir exigé une convention collective décente. Les travailleurs de Toyota Cumana durent supporter la pression de la Garde nationale bolivarienne quand ils organisèrent un

rassemblement dans l'usine, de même avec la grève prolongée chez Sidor ; et des travailleurs de CIVETCHI sont toujours en prison à Carabobo. On criminalise les protestations.

Nous, socialistes, nous défendons cet acquis qu'est le droit démocratique des travailleurs, des étudiants, des paysans et d'autres secteurs populaires de manifester et de protester. Nous exigeons donc la libération immédiate de toutes les personnes détenues pour avoir protesté.

Nous exigeons, en outre, une enquête sur les assassinats et sur tous les actes de violence et de répression, pour que justice soit faite. En ce sens, nous proposons la création d'une Commission d'enquête indépendante, formée par les organisations des droits



de l'homme et les organisations ouvrières et populaires, afin de contrôler que l'enquête qui serait faite par les instances judiciaires soit impartiale, objective et transparente aux yeux de tous.

Le gouvernement de Nicolás Maduro s'est érigé contre les manifestations, les accusant de « fascistes » et proclamant « qu'un putsch serait en marche » comme en 2002-2003, pour justifier la répression. Nous, l'UST, nous ne voyons actuellement aucune possibilité de putsch.

Les anciennes tentatives de putsch de la bourgeoisie et de l'impérialisme ont été mises en échec par les masses avec leur mobilisation. Nous ne voyons aucun courant important dans l'armée en faveur de la déstabilisation et prêt à la mise en œuvre d'un coup d'Etat. Les Forces armées boliviariennes ont été incorporées dans les principaux ministères et gouvernements ; elles dirigent les grandes industries de base (acier, fer, ciment, etc.) ; elles gèrent leur propre chaîne de télévision, ont leur propre entreprise de construction de logements et se déclarent « participantes de la construction du socialisme du 21ème siècle » ; et le sommet de l'armée a été blanchi après les événements de 2003. En outre, le chavisme détient la majorité dans l'Assemblée nationale et ne pourrait pas être destitué de cette façon.

Il n'existe pas non plus de secteur important parmi ce qu'on appelle « la bourgeoisie de droite pro-impérialiste » en faveur d'une tentative de coup d'Etat, en dépit des divisions évidentes en son sein. L'impérialisme lui-même n'est pas non plus enclin à une telle politique. Il pousse plutôt le gouvernement à aller de l'avant à toute allure avec les ajustements mis en œuvre (dévaluation, réduction des dépenses publiques, baisse des salaires, etc.) Il mise sur l'usure de ce gouvernement, pour qu'il puisse être vaincu par une « révocation » ou bien à l'occasion des élections parlementaires de 2015, qui précèdent les élections présidentielles.

S'il y avait la moindre possibilité de putsch, nous, de l'UST, nous serions au premier rang pour y faire face et pour exiger du gouvernement la confiscation des ressources des entreprises impérialistes pétrolières, pharmaceutiques, alimentaires, automotrices et bancaires, et de toutes les entreprises de la bourgeoisie putschiste. Et nous réclamerions des armes pour le peuple.

Pourquoi les manifestations furent-elles si massives ?

Les marches et les manifestations organisées par les partis du MUD ont été importantes. Mais en réalité, ces dirigeants s'appuient sur un large mécontentement des travailleurs, des jeunes et des autres secteurs populaires dans tout le pays. Et cette insatisfaction est basée sur le manque de produits de première nécessité, sur les longues files qu'il faut faire pour les obtenir, sur une inflation galopante, les bas salaires, la dévaluation déguisée, la destruction des industries de base par manque d'investissement, la répression des luttes, etc., etc. Les travailleurs assistent à l'application d'un « paquet » de mesures, d'un ajustement par paliers, exigé depuis un certain temps par la droite, mais appliqué désormais par Nicolás Maduro. Cela va donc de pire en pire.

Mais il y en a pour qui cela ne va pas si mal...

Tous ne sont pas logés à la même enseigne. Selon les rapports officiels, le système bancaire et financier a engrangé 33 milliards de dollars ; les importateurs ont vendus jusqu'à l'épuisement des stocks à un prix « équitable ». La corruption permet à certains riches d'être plus riche encore et à des entreprises « boîte aux lettres » d'allègrement percevoir plus de 20 milliards de dollars octroyés par CADIVI sans que, jusqu'à aujourd'hui, on ne sache quoi que ce soit de cet arnaque monumental, malgré le fait que les agences gouvernementales aient une liste détaillée des noms de ces sociétés et de leurs

dirigeants. Les multinationales des entreprises mixtes (publiques-privées) récupèrent de plus en plus de parts, dont notamment les meilleures zones de pétrole et de gaz (comme Repsol et Chevron, entre autres).

Et pour le peuple, les ajustements arrivent...

Pendant ce temps, la compagnie pétrolière PDVSA et l'Etat national sont de plus en plus endettés. Selon la banque centrale, la dette extérieure est de 104 milliards de dollars. Cette année, le gouvernement et PDVSA devront payer 11 milliards de dollars. D'où viendra cet argent ? Le gouvernement est déjà en train de tenter une « issue ». Il a averti qu'il y aurait une augmentation de l'essence – quoique « pas tout de suite » – et les services publics ont augmenté. Mais comme ce ne sera pas suffisant, il fera valoir son « meilleur argument » : le blocage des conventions collectives pour deux ans.

Et le socialisme du 21ème siècle ?

Depuis des années, les instances proches du gouvernement nous disent que toutes les mesures vont « **dans le sens du socialisme** ». Tous les sacrifices demandés aux travailleurs ont été faites au nom « des générations futures et des réalisations de la révolution ». Mais la réalité dément ces discours un par un : ceux qui perçoivent d'énormes profits sont les patrons des multinationales des entreprises mixtes et de l'alimentation, les banques et les entreprises financières, les entreprises « boîte aux lettres » qui s'approvisionnent en dollars bon marché pour la spéculation, et la grande bureaucratie corrompue de l'Etat. C'est pourquoi Maduro n'a pas hésité à admettre que ses politiques de lutte contre « la spéculation et la corruption » ont protégé « **les règles de l'authentique et vrai jeu capitaliste** ». Il a déclaré : « *Je sais où j'en suis. Pour ceux qui me sous-estiment, parmi l'extrême-gauche ou l'extrême-droite, je sais où j'en suis.* » (El Universal, 17.01.2014). C'est cela la vérité.

Ni avec le gouvernement, ni avec le MUD et ses dirigeants

Les travailleurs et les secteurs populaires doivent faire face à cet ajustement appliqué par le gouvernement. Pour cela, nous devons nous organiser et lutter. Nous ne pouvons pas permettre que ce soit nous, les travailleurs, qui payons la fête des dollars bon marchés pour les spéculateurs. Nous ne pouvons pas accepter que ce soit nous qui payons la dette extérieure et les redevances des multinationales du pétrole avec nos salaires de misère, sans soins de santé, sans éducation et sans disposer des produits de première nécessité.

Mais nous ne pouvons pas non plus entretenir l'illusion que les partis et les dirigeants du MUD offrent une quelconque issue et qu'il faudrait rejoindre leurs mobilisations. Pas du tout ! Ils ne sont pas contre la dévaluation : ils exigent de telles mesures depuis belle lurette. Ils ne sont pas contre les bas salaires, c'est ce que veulent FEDECAMARAS et tous les patrons ! Ils sont contre les syndicats indépendants, ils sont en faveur des compagnies pétrolières, des importateurs et des affairistes banquiers et financiers. Leur combat vise à mettre la main sur ce commerce qui est contrôlé aujourd'hui par le PSUV et l'entourage du gouvernement.

Le soutien que les dirigeants syndicaux et étudiants fournissent à ces mobilisations du MUD est une grosse erreur. Il en va de même pour le soutien donné par les centrales et les dirigeants syndicaux au gouvernement : ces dirigeants enchaînent les travailleurs aux différents projets des patrons. Nous, les travailleurs, nous devons nous battre pour une issue indépendante vis-à-vis du gouvernement et de la droite.

Un programme ouvrier et populaire

Pour développer une issue indépendante, nous avons besoin d'un programme pour le pays, qui trouve son origine dans la classe ouvrière et les

secteurs populaires. Ce programme doit inclure une augmentation générale des salaires, en lien avec le panier de la ménagère et ajustable périodiquement en fonction de l'indice de l'inflation. Pour la nationalisation de tout le pétrole et la fin des entreprises mixtes. Les revenus du pétrole pour l'éducation, la santé et le logement. Prison pour tous les corrompus. Commission indépen-



dante d'enquête sur la corruption et les actes de répression contre les manifestations. Pleins droits démocratiques pour s'exprimer. Reconnaissance réelle de tous les syndicats élus par les travailleurs. Contrôle ouvrier et populaire sur l'ensemble de l'économie.

Unité pour lutter !

La complicité de certains dirigeants syndicaux avec le gouvernement et la lâcheté de certains autres qui ne veulent pas mener le moindre combat ou qui s'alignent sur les projets des patrons nous maintiennent divisés et, de fait, laissent les travailleurs et les secteurs populaires à la merci de la démagogie du MUD et de ses composantes. Nous, les travailleurs, nous avons besoin d'unité pour combattre. Les travailleurs de Sidor ont montré l'exemple de leur unité, tout comme les travailleurs du pétrole d'Anzoategui qui, grâce à cette unité, ont libéré ceux d'entre eux qui étaient prisonniers.

Certains dirigeants se sont réunis avec l'OIT pour dénoncer la situation actuelle de l'emploi. Ils ont également émis quelques déclarations. Ces dénonciations et ces déclarations

de l'Unité syndicale (composée par FADESS, UNETE, CCURA, entre autres) sont importantes, mais insuffisantes. Ces courants doivent faire un large appel à tous les secteurs syndicaux et politiques qui sont prêts à discuter et à mettre en œuvre un programme ouvrier et populaire : un programme de défense de tous les droits démocratiques, qui donne une réponse aux problèmes

les plus ressentis et qui propose un plan de lutte indépendant pour y parvenir. L'UST promeut un appel de ce type et répondra présent.

D'autre part, nous allons continuer à travailler en faveur

de l'indépendance politique des travailleurs et à lutter pour la construction d'un outil politique indépendant et démocratique, qui se donnerait comme objectif de se battre pour un gouvernement de la classe ouvrière et des secteurs populaires afin que les travailleurs ne doivent plus jamais choisir entre les différentes options des patrons. ■

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **Presse Internationale** est 100% indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* N° 523-0416096-41 avec mention de votre nom et « Abonnement PI »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan 73 - Bte 10 1170 Watermael-Boitsfort

Avortement en toute sécurité, libre et gratuit !

« *Loi pour la protection de la vie conçue et des droits des femmes enceintes* » tel est le nom pompeux donné par le ministre de la Justice espagnol, Alberto Ruiz-Gallardón, à son projet de réforme de loi sur l'avortement. Une loi qui ne garantit pas aux femmes le droit de décider sur leur sexualité et leur corps. Une loi de plus dans la politique répressive du gouvernement Rajoy. En plus des politiques de la Troïka et l'UE, le gouvernement impose le contrôle de « l'ordre social » et donne à l'Etat le pouvoir de décider sur nos vies. Cette réforme ne répond pas uniquement à des questions idéologiques, mais bien à de gros enjeux économiques, l'objectif étant de limiter le plus possible les services publics de base « pour économiser » dans les soins de santé. Tout comme il coupe dans les budgets pour la reproduction assistée et le financement public des méthodes de contraception, le gouvernement veut aussi réduire le droit à l'avortement.

Ni délais ni conditions : le droit de décider, sans restriction !

Dans la nouvelle loi, l'avortement ne sera autorisé que dans deux cas: le viol (jusqu'à la 12e semaine) et les risques pour la santé physique ou mentale de la femme (jusqu'à la 22e semaine), à condition que ce risque soit « permanent ou de longue durée ». L'anomalie fœtale grave n'est même pas prise en considération, sauf si la femme déclare explicitement que l'attente d'un enfant présentant des malformations graves est dommageable pour sa santé mentale. Toutefois, la femme devra prouver cela avec deux certificats médicaux, et elle devra observer une période de réflexion de sept jours après avoir reçu ces avis.

Le texte présenté par le ministre de la Justice associe la maladie mentale à la décision d'avorter et privilégie le critère de la santé par rapport au droit de décider. En fait, il traite les femmes comme des êtres immatures. Qui plus est, il donne plus d'importance à l'objection de conscience des médecins et du personnel impliqué dans l'IVG,

plutôt qu'aux femmes. Et au delà de tous ces obstacles, il y a le manque de cliniques publiques pour réaliser l'IVG, ce qui aura comme conséquence que certaines femmes ne pourront pas le réaliser, même si leur cas répond aux conditions.

A bas la double morale du gouvernement et de l'Eglise catholique !

Gallardón a eu le culot d'affirmer au Congrès que beaucoup de femmes choisissent d'avorter à cause de ce qu'il appelle « la violence structurelle de genre » (manque d'aides publiques pour l'économie, l'emploi). Mais dans son texte, il n'y a pas une seule référé-

Venez toutes et tous !!

Dimanche 30 mars
MANIFESTATION
« Pro - choix »

Pour le droit à l'avortement

- libre et gratuit,
- en toute sécurité
- reconnu par la sécurité sociale !

A Bruxelles
Monts des arts - 14 hs.

rence à cela. Tout ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive est effacé: l'accès aux méthodes de contraception en toute sécurité ou encore les programmes de planification familiale.

Puisqu'il est démontré que le moyen le plus efficace de réduire le nombre d'avortements est la prévention, pourquoi ce service est-il éliminé de la sécurité sociale? Pourquoi cette opposition à l'éducation affective et sexuelle dans les écoles? Et si la loi est faite pour protéger le droit à la maternité, pourquoi pose-t-on des limites à l'accès à la procréation assistée pour les femmes lesbiennes?

Nous nous opposons à ce que l'Eglise catholique, qui promet cette

Commission Femmes de Corriente Roja, section espagnole de la LIT-QI

réforme, nous donne des leçons de morale. Cette institution fut responsable d'innombrables crimes sous Franco, elle est entachée de nombreux cas de pédophilie et de trafic de bébés, et en censurant l'utilisation de contraceptifs, elle condamne des milliers de femmes à être infectées par le sida et les maladies sexuellement transmissibles, les conduisant elles et leurs enfants à une mort presque certaine.

Derrière cette réforme, il n'y a pas seulement l'idéologie de l'extrême droite. Cette loi fait aussi partie des politiques de répression imposées par la Troïka et l'UE, qui vont de pair avec le démantèlement des droits de la classe ouvrière et, en l'occurrence, de l'un de ses secteurs les plus touchés: les femmes. Nous devons aussi lutter contre ce discours de double morale de l'UE.

Face à cette loi, pour les femmes en manque de ressources, sans emploi, sans conditions de travail décentes, sans avenir... il ne reste que deux options: l'avortement clandestin, qui met leur santé et leur vie en danger, ou la grossesse sans garanties matérielles pour elles-mêmes ni pour leur enfant.

Il faut annuler cette loi par la mobilisation unitaire dans la rue!

Face au pillage de leurs droits démocratiques, les travailleuses et les organisations syndicales doivent s'unir dans cette lutte. Nous exigeons l'annulation de la loi Gallardón, mais nous savons que ce n'est pas suffisant. Car il n'est pas possible de mettre fin à la répression, à l'oppression et à la misère, si ce gouvernement, ce régime et ce système – qui préservent leurs bénéfices et leurs privilèges par l'inégalité – restent en place. Qu'ils dégagent tous! Il faut renverser ce gouvernement et éliminer ce régime corrompu et patriarcal! ■

**Education sexuelle
pour prévenir,
Contraception
pour ne pas devoir avorter,
Avortement légal
pour ne pas mourir!**